Cinquante-huitième année. - N ° 250 A Vendredi 27 décembre 2024

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 4736

75 – PARIS

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Jugement d'ouverture

Date : 10 décembre 2024.
Jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde.
502 155 682 RCS Paris.
DEVIALET.
Forme : Société anonyme.
Activité : Recherches et développement concernant les techniques en matière d'équipements éléctroniques, fabrication et commercialisation d'équipements éléctroniques..
Adresse : 10, place Vendôme, 75001 Paris.
Complément de jugement : Le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé en date du 10 décembre 2024 l'ouverture d'une procédure de sauvegarde accélérée sous le numéro P202404169 et a désigné juge commissaire : M. Pascal Gagna, administrateur : Selarl Fhbx en la personne de Me Hélène Bourbouloux 176 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, , avec les pouvoirs : de surveiller, mandataire judiciaire : Selafa Mja en la personne de Me Lucile Jouve 102 rue du Faubourg Saint-Denis 75479 Paris Cedex 10. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Sans préjudice de l'article L. 628-6, lorsque les comptes du débiteur font apparaître que la nature de l'endettement rend vraisemblable l'adoption d'un plan par les seuls créanciers ayant la qualité de sociétés de financement, d'établissements de crédit et assimilés, tel que définis par décret en Conseil d'Etat, ainsi que par tous les titulaires d'une créance acquise auprès de ceux-ci ou d'un fournisseur de biens ou de services et s'il y a lieu des obligataires, le débiteur peut demander l'ouverture d'une procédure de sauvegarde dont les effets sont limités à ces créanciers.